

## **La crise du système néo-patrimonial en Algérie : rupture générationnelle et nouvelle temporalité historique**

**Saïd Belguidoum – Sociologue, Université d’Aix-Marseille, IREMAM**

Depuis le 22 février 2019, l’Algérie est entrée dans une phase tout à fait inédite de son histoire. La mobilisation massive, pacifique et déterminée de la population contre un régime en place depuis l’indépendance (1962) est l’expression d’une révolution en marche, incarnée par le *Hirak* (« le mouvement » - nom que s’est donné le mouvement citoyen).

Pays de 43 millions d’habitants dont les ressources sont tirées essentiellement de ses richesses en hydrocarbure (35% de son PIB, 75 % de sa fiscalité et 96% de ses recettes extérieures), l’Algérie est régie par un système néo-patrimonial et une économie rentière profitant essentiellement à une puissante oligarchie qui est liée aux différentes multinationales à travers le monde. Aujourd’hui, tout montre que ce système est arrivé à son terme. Le *Hirak* est le révélateur d’une société en pleine mutation et annonciateur d’une Algérie nouvelle.

Notre contribution propose une lecture de la société algérienne à travers la crise de l’Etat néo-patrimonial et du contrat social sur lequel il reposait. A partir de l’analyse de la nature du système en place et des mutations que connaît l’Algérie, il s’agit de montrer comment la redistribution sociale est fondée sur une fiction permettant d’entretenir un système clientéliste profitant à une oligarchie. Le *Hirak* ouvre une nouvelle temporalité historique dont nous présenterons les grandes caractéristiques.

### **Le *Hirak* une insurrection citoyenne révélatrice des transformations de la société**

En défiant l’appareil répressif et en brisant « le mur de la peur », les premiers manifestants du 22 février 2019 qui par dizaines de milliers ont défilé dans les villes algériennes ont ouvert la voie à un puissant mouvement de contestation prenant la forme de marches hebdomadaires les vendredis (toute la population) et les mardis (pour les étudiants). Ces marches ont rassemblé des centaines de milliers de manifestants et ont culminé au printemps 2019 à plusieurs millions de manifestants sur l’ensemble du territoire algérien. D’abord centrées sur la dénonciation d’un 5<sup>ème</sup> mandat auquel voulait postuler le président Bouteflika, elles ont immédiatement pris la forme d’une contestation radicale du système en place depuis plusieurs décennies, dénonçant son caractère autoritaire et népotique et réclamant la mise en place d’une nouvelle république, un Etat de droit et une plus grande justice sociale.

Cette lame de fond, spontanée dans ses formes, est le résultat d’une exaspération des contradictions d’une société vivant sous la domination d’une oligarchie devenue de plus en plus arrogante. Après la décennie noire (insurrection islamique de 1990 à 2000) et la forte croissance économique qui a suivi, due à la conjoncture favorable du marché des hydrocarbures dont dépend l’économie algérienne, le pays est entré dans une crise latente mais profonde.

Depuis 2011 et les printemps arabes, la révolte algérienne était attendue. Le renouvellement d'un 4<sup>ème</sup> mandat en 2014 pour le président Bouteflika en poste depuis 1999 attestait que le pouvoir était à court d'alternative et que le système politique était en panne (Revue Moyen-Orient, 2018). La question sociale, relancée par la baisse des cours du pétrole (baromètre de l'économie algérienne et de la stabilité politique), la question de l'emploi, les tensions permanentes autour du logement, les affaires de corruption régulièrement mises en avant par la presse, le rôle d'une bureaucratie omnipotente et le maintien dans la vie quotidienne d'un système de la *hogra* (expression populaire pour désigner le mépris du riche et du puissant envers le peuple), tout indiquait que la situation était explosive.

Les signes annonciateurs se multipliaient depuis déjà quelques années dans les différents secteurs de l'économie (mouvements sociaux catégoriels, mouvement des chômeurs) ou dans des régions entières (Kabylie, Sud du pays). Tout indiquait que la société était au bord de la rupture. Mais il était difficile de prévoir qu'un mouvement d'une telle ampleur, d'une telle profondeur, d'une telle détermination allait naître et s'inscrire dans la durée. Preuve pourtant que la crise qui couvait avait atteint son paroxysme.

Si de nombreux indicateurs étaient au rouge, ce sont paradoxalement dans les angles aveugles de la recherche, là où les évolutions profondes de la société se réalisaient mais n'étaient pas encore pleinement perceptibles, qu'il faut lire et comprendre les dynamiques nouvelles. Une rupture générationnelle est en train de s'opérer, annonciatrice d'une nouvelle temporalité historique, mettant au-devant de la scène des groupes sociaux revendiquant un nouveau contrat social, une nouvelle société.

### **Crise sociétale et la puissance du symbolique : les deux corps du roi**

Bouteflika arrive au pouvoir en 1999, après avoir obtenu le soutien de l'institution militaire, principale force qui constitue le pouvoir réel en Algérie. Sa première mission sera de faire adopter une loi de réconciliation nationale pour mettre un terme à l'insurrection islamiste armée qui depuis dix ans paralysait le pays (la décennie noire).

Président omnipotent et omniprésent, très bon orateur, doté d'un fort charisme, Bouteflika se voudra comme monarque et à ce titre s'identifiera à l'Algérie. Durant ces deux premiers mandats, il apportera une forme de stabilité en profitant de la croissance économique particulièrement favorable due au cours élevé des hydrocarbures et des effets sur la redistribution sociale que cela implique. Mais sa toute-puissance sera brutalement stoppée en avril 2013 par un accident cardiovasculaire qui le rendra impotent, quelques mois avant les nouvelles élections présidentielles destinées à le reconduire pour un quatrième mandat. A la grande surprise, sa candidature sera maintenue alors que son invalidité était manifeste et que ses rares apparitions montraient de toute évidence son incapacité à exercer ses fonctions.

Le choix fait par les sphères dirigeantes (l'institution militaire et les partis de la majorité présidentielle) d'un quatrième mandat, tout en étant symptomatique du mépris affiché pour la population, exprime un *statu quo* provisoire qui s'est établi au sein d'un pouvoir opaque traversé par des luttes intestines très fortes. Bouteflika physiquement vivant permet de différer la question de la personnalité qui le remplacera. Mais ce qui est significatif dans cette incapacité des sphères dirigeantes à anticiper le remplacement du président c'est leur sous-

estimation de la puissance du symbolique dans une société où le besoin de repères se fait d'autant plus ressentir que les malaises sont profonds. En maintenant un président inapte, les sphères dirigeantes agissent comme de piètres scénaristes écrivant une mauvaise tragi-comédie. Le monarque charismatique et omniprésent incarnant l'Algérie, est devenu un personnage invalide, prisonnier de son corps malade, simple marionnette aux mains des vrais décideurs agissant dans l'ombre. Du président omnipotent figure de l'Etat démiurge, il est devenu le président impotent, paralysé, ne se montrant qu'en de rares occasions sur un fauteuil roulant en guise de trône. Monarque malade, symbolisant non plus la toute-puissance d'un Etat mais celui d'un régime moribond.

L'annonce d'un cinquième mandat sera le point de départ d'un puissant mouvement de contestation contre le système dans son ensemble. La mobilisation, d'abord expression d'une indignation générale se transforme en un puissant soulèvement populaire et citoyen, révélateur d'une crise sociétale au sens total, à la fois économique, sociale, politique, morale et symbolique.

### **L'Etat néo-patrimonial et le pacte social rentier**

#### **Aux fondements du néo-patrimonialisme : l'économie rentière et le nationalisme anticolonial.**

Pour comprendre la situation que vit l'Algérie, il faut revenir sur la nature néo-patrimonialiste de l'Etat. Le néo-patrimonialisme (Eisenstadt, 1973 ; Médard, 1991) est une combinaison entre un système bureaucratique et ses institutions conformes à un Etat moderne, et un système patrimonial fondé sur des pratiques de clientélisme et d'allégeance au pouvoir permettant l'obtention de passe-droits, notamment pour l'accès au contrôle des ressources économiques. Un tel système entretient une confusion permanente entre le domaine public et le domaine privé et repose sur la perméabilité des frontières entre le politique et l'économique. (Catusse, 2006)

Une des grandes spécificités du système néo-patrimonial, c'est sa capacité à fabriquer des clientèles à différents niveaux, lui permettant de se doter d'une base sociale constituée de groupes sociaux façonnés par lui et qui lui sont redevables (Catusse, 2006). C'est le pacte social rentier qui en est le fondement.

Le contrat social sur lequel s'est bâti l'Etat néo-patrimonial algérien tire sa légitimité du mouvement de libération nationale et de la déclaration du 1<sup>er</sup> novembre 1954, hissé dans la mémoire collective nationale comme l'acte fondateur de la nouvelle Algérie. Construit sur l'anticolonialisme, le contrat social repose sur les critères de souveraineté et de récupération des richesses du pays longtemps appropriées par la puissance coloniale. La légitimité du pouvoir d'Etat, héritier de la guerre de libération nationale, est donc fondée sur cette obligation d'organiser le développement du pays sur la base de la préservation des richesses nationales au profit de tout le peuple.

Tout l'enjeu de l'Etat néo-patrimonial va consister à assurer son monopole sur l'histoire et la guerre de libération, qu'il utilisera comme une rente politique et symbolique lui permettant de contrôler la rente économique, celle de l'exploitation des hydrocarbures.

Le FLN (Front de Libération National), d'abord parti unique, puis après l'avènement du multipartisme en 1990, principale composante de la majorité présidentielle, assurera le rôle de gestionnaire de cette rente politique qui servira de base à l'établissement d'un contrat social reposant sur un pacte social rentier.

Le système néo-patrimonial s'appuie sur des réseaux d'influences et d'alliances fondées sur des rapports d'interconnaissance et d'allégeance, de clientèles et d'affiliations claniques constituant ainsi un capital social qui se convertit en pouvoir politique et en pouvoir économique. Les agents dominants (bourgeoisie d'Etat, oligarques et hommes d'affaires, hauts fonctionnaires...) sont ceux qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées, formant des groupes d'intérêts dont les membres sont unis par des liaisons permanentes et utiles. Le volume du capital social que possède un agent particulier dépend de l'étendue du réseau des liaisons qu'il peut effectivement mobiliser au sein de l'appareil d'Etat (administration et institution militaire) et du volume des différents capitaux (relationnels, politiques et économiques) possédés en propre par chacun de ceux auxquels il est lié. C'est ce qui fait la force du système et qui a permis la formation d'une oligarchie, constituée d'initiés, se développant sous la protection des institutions d'Etat par l'obtention des différents avantages (marchés publics, crédits bancaires, autorisations d'importations et transfert de devises, création d'entreprises, importantes assiettes foncières...). En 20 ans de présidence Bouteflika, ces nouveaux capitalistes profitant de leur position monopolistique liée aux avantages conférés par le système politique vont prendre les commandes de l'économie.

Système bureaucratique et clientéliste poussé à son paroxysme, l'Etat néo-patrimonial organise et distribue les places et les privilèges dans l'économie, tout en laissant prospérer des pans entiers d'informalité, propice à un capitalisme sans contrôle. Paradoxe d'une société, dont l'économie oscille entre un laisser-faire débridé dans de nombreux secteurs de la vie économique et sociale (notamment le secteur de la distribution et du commerce de détail) et une bureaucratie omniprésente, obligeant le recours au clientélisme.

### **Néo-patrimonialisme et oligarchie**

L'émergence de l'oligarchie dans l'ombre du système néo-patrimonial ne peut se comprendre sans rappeler le contexte général de ce pays et le rôle prépondérant joué par l'Etat depuis l'indépendance dans tous les secteurs de la société. Dans les années qui ont suivi l'indépendance (1962-1979), l'option de développement choisie reposait sur une économie administrée où l'Etat omniprésent était à la fois régulateur et opérateur principal de l'économie.

A travers ses politiques volontaristes et interventionnistes, sa réglementation et sa bureaucratie, l'Etat a joué un rôle moteur d'impulsion et d'encadrement des importantes transformations qu'a connu la société algérienne. Les initiatives privées ont, quant à elles, longtemps été confinées aux marges des politiques publiques (Addi, 1990).

Les années Boumediène (1965 – 1979) voient le triomphe de l'idéologie développementiste héritée du mouvement de libération nationale qui considère que le développement est à la

charge de l'Etat, chef d'orchestre et maître d'œuvre de l'économie. C'est durant cette période que les fondements de l'Etat néo-patrimonial sont mis en place en s'appuyant sur une politique de redistribution rendue possible grâce aux importants revenus pétroliers. Prenant la forme d'un capitalisme d'Etat, le régime lance de grands programmes en utilisant des outils qui lui permettent de contrôler l'économie : nationalisations, planification et politiques des grands travaux, programme d'industrialisation et réforme agraire.

Cette phase de capitalisme d'Etat laissera place dans les années 1990 à une libéralisation partielle de l'économie, sans pour autant que les carcans de l'économie administrée ne soient levés. Les grands objectifs de développement industriels sont abandonnés et l'Algérie recourt de plus en plus massivement au marché mondial des biens d'équipement et de consommation. La structure de l'emploi suivra cette évolution : le secteur tertiaire occupe 61%, celui de la construction 18%, l'industrie et l'agriculture ne représentant respectivement que 12,5% et 8,5% (ONS, 2016).

Parallèlement, l'Etat procède à un transfert de ses prérogatives monopolistiques à des groupes privés, leur attribuant les marchés d'importation pour un certain nombre de marchandises, tels que les produits alimentaires de base (blé, huile, sucre, café), les produits pharmaceutiques, les matériaux de construction et les équipements industriels. C'est dans ce contexte que le secteur privé algérien se développe. En plein essor depuis l'ouverture économique (76% de ces entreprises ont été créés entre 2000 et 2011), il représente 98% des entités économiques et emploie 73,2% de la population active (hors agriculture, administration et enseignement), soit 60 % de la population active totale (ONS, 2012).

Pour l'essentiel, il s'agit d'unités de petites tailles et à faible structure capitaliste visant une rentabilité immédiate. Mais de grandes figures individuelles de l'entrepreneuriat privé ont émergé. De grands groupes ont acquis une notoriété publique : CEVITAL (consortium d'une centaine d'entreprises, allant de la grande distribution à l'industrie mécanique et l'électroménager, dont la marque Fagor-Brandt racheté en 2014), Condor (téléviseur et téléphonie mobile), groupe Kouninef (forage pétrolier, BTP, agroalimentaire), l'ETRHB (Travaux publics et promotion immobilière, industrie alimentaire et chimique), BIOPHARM (industrie pharmaceutique) pour citer quelques-uns des plus connus.

La création en 2000 du Forum des entrepreneurs, organisation du patronat algérien, marque une étape dans la structuration de l'oligarchie en classe sociale. Les prises de position publique régulières du président du Forum des entrepreneurs et son implication ouverte dans la conduite des affaires économiques (un proche du clan du président Bouteflika) illustrent la montée en force des oligarques sous la tutelle de l'Etat néo-patrimonial.

La phase développementiste de l'Algérie des années 1970 a permis d'asseoir le néo-patrimonialisme. La phase libérale lui permettra de se déployer et de faire naître une oligarchie, bourgeoisie affairiste qui bénéficiera du transfert du monopole de l'Etat dans des secteurs entiers de l'économie, notamment les importations des produits de premières nécessité et les biens d'équipement.

Cette bourgeoisie affairiste n'a de fiabilité que dans les relations qu'elle entretient avec le marché mondial et les grandes multinationales qui obtiennent en contrepartie de gros marchés

de biens d'équipement et de consommation, de grands programmes de construction et d'infrastructures, et des concessions pour l'exploitation des hydrocarbures.

### **Politiques sociales et files d'attente : clientélisme et corporatisme**

Le régime mis en place depuis l'indépendance a pu assurer sa pérennité et sa reproduction en alimentant en permanence le pacte social rentier et en jouant sur les deux piliers de l'Etat régalien (politiques sécuritaires et politiques sociales), lui permettant de surmonter de nombreuses crises, dont celle d'octobre 1988, la décennie noire (1990-2000), les printemps berbères de 1980 et 2001, faisant preuve d'une résilience remarquable. Fort de son appareil répressif et de son monopole de la violence légitime, il n'hésitera pas à réprimer toute contestation faisant jouer à l'armée son rôle revendiqué de gardien du régime.

La fonction d'Etat social est assurée grâce à un contrat social dont le régime a fixé les grandes lignes et qu'il fait évoluer à travers ses politiques économiques et sociales. Durant les années Boumediène (1965 – 1979), le néo-patrimonialisme revêtit la forme de l'Etat providence. Politique volontariste de grands programmes d'industrialisation et de création d'emplois, réforme agraire, santé publique gratuite, généralisation de l'enseignement, programmes de logements... vont permettre à l'Algérie de connaître un essor important. Une recomposition sociale s'opère et les conditions de vie de la population s'améliorent durant toute cette période.

A partir des années 1990, répondant aux injonctions du FMI qui imposera à l'Algérie un redressement structurel, le régime, qui fait face à l'insurrection islamiste, réduit ses ambitions de développement économique et de protection sociale. Il renonce à une partie de ses prérogatives et il privatise de nombreuses entreprises. Sa politique sociale se fait plus sélective notamment pour la santé et les programmes de logements sociaux.

Sous les mandats de Bouteflika, la politique sociale prend clairement la forme d'un système clientéliste. Disposant durant la dernière décennie d'un budget annuel moyen de 65 milliards de dollars (7000 milliards de Dinars) dont 75% est le produit de la fiscalité des hydrocarbures, l'Etat répartit ses financements entre sa politique d'équipements (1/3 du budget) et de fonctionnement (2/3). De fait, la gestion de la manne financière de l'Etat et sa redistribution passe par la mise en place d'un système de files d'attente où, en fonction des rapports de forces du moment, les groupes sociaux sont placés en situation de priorité ou relégués en fin de liste.

Le système néo-patrimonial fonctionne selon une logique de guichets et organise le corps social en clientèles dont il négocie la fidélité, l'allégeance ou la paix sociale. Politique de l'emploi, du logement, subventions des produits de premières nécessités (farine, café, huile, sucre...), la santé et la protection sociale, le travail, la politique salariale, les retraites, l'école sont autant de domaines où l'Etat social agit et qu'il instrumentalise.

L'emploi public est illustratif de la manière dont l'Etat assure son rôle de grand organisateur de la société. Pour une population active de 12 millions de personnes, et un taux de chômage

officiel de 11% (25% pour les jeunes), l'emploi public (fonction publique et entreprises publiques) représente 40% (ONS, 2012). Emplois protégés et ouvrant sur des droits sociaux (affiliation au régime de sécurité sociale et de retraite), ils donnent lieu à des distributions où le clientélisme local bat son plein. Travailler dans le secteur d'Etat devient alors un « privilège » alors que simultanément les pouvoirs publics laissent l'informel agir dans un secteur privé où les droits sociaux sont inexistantes ou faibles et où le statut de l'emploi est précaire.

Un autre exemple significatif de la politique sociale est celui du programme de soutien à l'emploi des jeunes. Programme lancé en catastrophe au moment des printemps arabes en 2011, il avait comme fonction évidente d'étouffer le début de contestation qui prenait forme. Entre 2011 et 2016, 370 000 projets portés par des jeunes sont financés par l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ), sans aucun suivi, ni accompagnement à la création de micro-entreprises (ANSEJ, 2020). Aucun bilan ne sera fait sur l'efficacité de cette mesure et le gouvernement annoncera en septembre 2019, en plein *Hirak*, qu'il renonce au remboursement des prêts, effaçant d'un seul coup les créances des bénéficiaires du dispositif.

La politique du logement caractérise parfaitement cette politique du guichet et des « petits avantages » que l'Etat octroie. Principal producteur et ordonnateur de la production de logement, l'Etat organise aussi sa distribution mettant en place des mécanismes visant à généraliser la copropriété. Ainsi, tout programme confondu, ce sont 1 600 000 logements qui sont réalisés entre 2015 et 2019, dont 50% en logements sociaux, 25% en accession à la propriété et 25 % en logements promotionnels. Les logements sociaux ont vocation à être cédés à leurs attributaires et de fait, aujourd'hui, le parc logement collectif est à 70% en copropriété (ONS, 2016). Les listes d'attente sont importantes et les passe-droits liés au clientélisme sont la règle.

Il en est de même pour l'habitat individuel et la mise en lotissement des réserves foncières urbaines qui repose sur le principe du transfert de la rente foncière et immobilière (Belguidoum, 2011). La politique de l'urbanisme fonctionnant pour reprendre l'expression de Rachid Sidi Boumedine (2008) comme « une prédation méthodique ».

Emploi et logement illustrent les incohérences d'une politique sociale dont les modalités sont fondées sur des critères arbitraires.

### **La question sociale toujours présente : les limites de l'Etat néo-patrimonial**

Le financement de la politique sociale est essentiellement assuré par les produits de la fiscalité des hydrocarbures et tout l'enjeu des politiques publiques consiste à faire fonctionner le « pacte social rentier » nécessaire à la stabilité politique. Le pari du pouvoir repose sur l'équation suivante : tant qu'il y aura à redistribuer, tant que la croissance économique assurera une augmentation des niveaux de vie, la stabilité politique sera assurée et les velléités de contestation seront canalisées. Mais les effets pervers de cette politique sociale sont nombreux. Face aux débordements du social, l'Etat néo-patrimonial montre ses limites.

Ainsi les luttes sociales, sectorielles et corporatistes, ponctuent la vie quotidienne en Algérie. La politique sociale se fait sans grande cohérence et ses effets pervers sont nombreux, créant de nouvelles formes d'inégalités sociales et territoriales. Le mouvement des chômeurs, très actif dans le Sud du pays, a particulièrement mis en relief la manière dont les inégalités sociales et les inégalités territoriales se combinent<sup>1</sup>. Les programmes de logement donnent lieu des contestations nombreuses qui souvent s'expriment violemment. La résurgence des bidonvilles à la périphérie des villes montre aussi les limites de cette politique du logement.

Grèves, blocage des routes, émeutes, ponctuent la vie quotidienne de ces dernières années. En 2010, année particulièrement prolifique en contestation, pas moins de 9700 manifestations débouchant sur des violences à travers le territoire national (soit par 26 par jour) ont été recensées par des chercheurs (Bennadji, 2011). Si dans les années suivantes, le programme d'aide à l'emploi des jeunes (ANSEJ) et l'accélération des programmes de construction de logement apaiseront quelque peu la situation, les revendications restent fortes et le mal-être de la jeunesse s'exprime par la recrudescence de l'émigration clandestine (*Harraga*) (Souiah, 2012) et la dimension dramatique que cela prend (embarcations de fortune et nombreuses noyades, camps de rétention aux portes de l'Europe...).

Même si cette politique sociale a permis d'élever le niveau de vie des populations, l'écart des richesses n'a jamais été aussi important et de nouvelles fractures sociales fragilisent la société. Les dysfonctionnements de l'Etat social mettent au grand jour la fiction de la redistribution sociale et les limites du pacte social rentier.

L'Etat néo-patrimonial tout en se pensant éternel a une vision à court terme. Les mesures prises pour répondre au *Hirak* montrent bien que les sphères dirigeantes sont dans l'incapacité de se projeter dans l'avenir, ils n'ont pas de nouveaux projets, ni politiques, ni économiques capables de dépasser les contradictions dans lesquelles est empêtré le système. Ils laissent s'accumuler les contradictions, les frustrations, les injustices. Aujourd'hui, tout montre que cette politique a atteint ses limites.

## **La crise du politique et la fin de l'hégémonie néo-patrimoniale**

### **Un régime autoritaire et prétorien.**

A travers sa façade moderne, l'État fonctionne sur le principe des trois pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) dotés de prérogatives constitutionnelles. Régime présidentiel, la concentration des pouvoirs permet à l'exécutif de contrôler le législatif et le judiciaire. Parmi les institutions, l'Armée est la pièce maîtresse, la véritable ossature sur laquelle repose l'Etat. Elle est dotée d'un pouvoir prétorien (Hachemaoui, 2012) et elle joue depuis l'indépendance une fonction fondamentale dans la vie politique algérienne, avec un rôle de tuteur et de contrôle sur les autres institutions. C'est à elle, dans les moments où le système traverse des crises aiguës que revient le rôle d'arbitrer et d'imposer sa solution de manière autoritaire, sous forme d'injonctions, de répression et de coups d'Etat. Ce pouvoir prétorien, l'armée l'exerce

---

<sup>1</sup> Laghouat et Ouargla sont les deux villes où le mouvement des chômeurs a été particulièrement actif. Leur proximité de Hassi R'mel et de Hassi Messaoud, les deux grandes bases d'où sort la richesse de l'Algérie, est une symbolique forte.

en sélectionnant les présidents et le personnel politique et en évitant de se mettre au premier plan, déléguant aux civils la gestion des affaires courantes.

### **Un champ politique verrouillé et un système en panne**

Les grandes émeutes qui ont ébranlé le système en octobre 1989 ont ouvert momentanément le champ politique et mis fin au système de parti unique exercé depuis l'indépendance par le FLN. Mais l'insurrection islamiste qui a suivi les premières tentatives d'élections multipartis en 1990 a eu comme conséquence un verrouillage immédiat de la vie politique. L'opposition a été dans l'incapacité de se construire comme alternative. La manipulation des partis politiques, la corruption et le débauchage expliquent en partie l'inertie de ces partis d'opposition (démocrates et islamistes). Mais c'est surtout au niveau de la culture politique que les causes sont à chercher. Les partis politiques sont restés cantonnés à une logique d'appareil, leur fonctionnement est calqué sur celui du FLN et de son modèle hégémonique. Ils n'ont aucune vie militante, ni véritables programmes de rupture. Ils ont d'ailleurs été totalement pris de court par le *Hirak*, mouvement qu'ils ne pouvaient prévoir.

### **Luttes de clans et luttes de places**

Face à cette crise du politique, les enjeux de pouvoir prennent la forme de luttes de clans dont la finalité est l'attribution de places de pouvoir. De fait, l'Etat néo-patrimonial est traversé en permanence par des luttes d'influence entre différents groupes et réseaux représentant de puissants intérêts économiques et dont l'enjeu est le contrôle de la rente des hydrocarbures. Les clans se font et se défont en fonction des postes et de positions à prendre dans les différents rouages des appareils d'Etat. Les partis politiques qui constituent la majorité présidentielle (FLN, RND) sont des espaces où s'organisent les clientèles et se négocient les avantages. Le fonctionnement monopolistique de l'oligarchie oblige à des confrontations internes parfois violentes (règlements de compte, emprisonnement, élimination politique, mise à la retraite...). Durant la dernière décennie, l'accaparement du pouvoir par un clan cherchant à devenir hégémonique, celui qui gravitait autour du frère du président, a provoqué une série de règlements de compte à l'intérieur du régime. Les épurations dans la hiérarchie militaire, les emprisonnements d'anciens ministres et hommes d'affaires sont l'expression de ces luttes internes à l'oligarchie.

### **D'une société désenchantée à une société qui se réveille**

La première expérience de pluralisme politique avec l'adoption d'une nouvelle constitution issue des grandes émeutes d'octobre 1988 a débouché sur l'insurrection islamiste, ce qui a disqualifié aux yeux de nombreux Algériens la politique. Le pouvoir a joué sur le désenchantement de la population qui a suivi la décennie noire laquelle a laissé des traumatismes profonds.

Pourtant la société civile a commencé à s'organiser. C'est à partir d'elle que s'inventent progressivement des réponses pour sortir de l'impasse politique. Depuis 20 ans, de

nombreuses associations culturelles et sociales ont vu le jour. Des syndicats indépendants se sont constitués et ont remis en cause l'hégémonie de l'UGTA, le syndicat proche du pouvoir (Beddoubia, 2019). Des associations anti-corruption, de défense des droits humains, qui tout en maintenant une vigilance démocratique, alertent l'opinion et appellent la société à se mettre en action. Une presse pluraliste a réussi à s'imposer, permettant à la population d'avoir une information autre que celle du pouvoir. Dans les plis de la société se préparaient ces dernières années les conditions d'une rupture.

## **Rupture générationnelle et émergence d'une société civile**

### **Sociologie du mouvement**

Le *Hirak*, expression d'une société civile émergente, est le résultat d'une rupture générationnelle ouvrant sur une nouvelle temporalité historique. Porté par la jeunesse, démographiquement majoritaire, ce mouvement concerne toute la société dont il reflète nombre de caractéristiques sociologiques. Mouvement national qui touche l'intégralité des régions, il mobilise toutes les classes d'âges, les hommes et les femmes, les ouvriers, les employés, les couches moyennes jusqu'aux cadres supérieurs et professions libérales. La forte présence féminine, dans une société encore fortement marquée par ses pratiques patriarcales, est aussi une dimension notable. Mouvement sociétal de fond, le *Hirak* illustre une société qui bouge alors que le système politique est en panne.

Ces transformations de la société algérienne sont indiquées par une multitude d'indicateurs tels que les nouveaux modes de vie générés par l'urbanisation, la transformation des structures familiales, la généralisation de l'enseignement secondaire et l'accès aux études supérieures, l'ouverture sur le monde et l'accès généralisé aux réseaux internet.

Cette rupture générationnelle est d'abord, mais pas uniquement, démographique. Malgré un ralentissement du taux annuel de la croissance démographique (2,1%), la population a progressé de 12 millions d'habitants durant les 20 dernières années, passant de 31 à 43 millions d'habitants. En 2019, 54% de la population a moins de 30 ans et 87% est née après l'indépendance. Les plus de 60 ans ne représentent que 9% de la population (ONS, 2020).

Pays essentiellement rural jusqu'à la fin des années 1960, l'Algérie a connu une urbanisation qui est devenue le fait majeur d'une société vivant des transformations rapides. Aujourd'hui, plus de 70% de la population (soit 30 millions) vit en milieu urbain dans un réseau de villes de plus en plus dense (60 villes ont plus de 100 000 habitants et Alger, Oran, Constantine sont des métropoles millionnaires) (ONS, 2016). Cette forte urbanisation, en bouleversant les modes de vie est génératrice de tensions (crise du logement, nouvelles formes de relations sociales), de nouvelles formes d'inégalités sociales mais aussi de nouvelles aspirations et revendications.

Avec ces mutations du cadre de vie, les évolutions de la structure familiale sont également notables. La taille des ménages tend à se réduire (la moyenne est de 5 personnes dans les grandes villes). Conséquence de l'allongement de la scolarité et de la part croissante de jeunes poursuivant des études universitaires, l'âge du mariage est plus tardif (26 ans pour les femmes

et 30 ans pour les hommes). Il est aussi et surtout le signe que le choix du conjoint devient un choix libre, résultat de l'individuation (l'individu s'émancipe du lien communautaire) en cours dans la société (ONS, 2020).

L'émergence des femmes dans la sphère publique est aussi un phénomène reflétant les mutations paradoxales d'une société dont les pesanteurs du patriarcat sont toujours très fortes. Si les femmes sont encore très majoritairement confinées dans les tâches domestiques et qu'elles ne représentent que 17% de la population active, elles s'affirment par contre dans des secteurs annonciateurs des changements en cours, où elles ont commencé à conquérir socialement une relative autonomie et une place de plus en plus légitime. Aujourd'hui, elles représentent 65%, soit près des deux tiers des effectifs étudiants (UNESCO, 2008) et s'imposent de plus en plus dans les emplois les plus qualifiés. Les femmes sont 49% dans les professions intellectuelles et scientifiques et 32% dans les professions intermédiaires (ONS, 2016).

La généralisation de l'enseignement et la part de plus en plus nombreuse de jeunes qui poursuivent des études universitaires a des effets sur la manière dont se construit le rapport à l'autre. Cette nouvelle génération entretient un rapport différent au monde, effet de la globalisation et de l'ouverture sur d'autres horizons, délaissant les médias officiels et communiquant par le biais des réseaux sociaux sur internet, qui sont devenus les supports principaux de communication du *Hirak*.

### **Vers une société sécularisée**

C'est cette nouvelle Algérie que révèle le *Hirak*. Une Algérie qui se reconnaît de moins en moins dans un récit national souvent tronqué et n'ayant plus vraiment de sens pour une population dont 87% est née après l'indépendance. L'univers symbolique de cette génération ne correspond plus à celui qui a permis au FLN et l'ALN (Armée de Libération Nationale) de contrôler la société. Le grand récit national fondé sur la dette due aux libérateurs s'est essoufflé et c'est à une nouvelle indépendance, slogan récurrent des marches, qu'aspire la population.

Cette nouvelle temporalité historique ouverte avec le *Hirak* permet également de rompre avec cette « culture de la violence », héritée de l'époque de la Guerre de Libération et qui a été la grande caractéristique des mouvements sociaux et politiques qui ont jalonné la vie du pays depuis 1962, où l'émeute urbaine est devenue le seul moyen d'expression.

Le *Hirak* marque le passage d'une société qui continuait de vivre avec le mythe communautaire entretenu par le système néo-patrimonial à une société fondée sur le lien social organique. Cette rupture générationnelle préfigure l'émergence d'une société civile, débarrassée des carcans de l'ordre patrimonial.

Mais cette rupture s'effectue de manière paradoxale et le phénomène religieux en est l'illustration. Après la décennie noire, sous l'influence de l'idéologie salafiste, l'Algérie a connu un processus de réislamisation (réinterprétation de la pratique religieuse) dont les signes les plus visibles sont le port du *hijab*, la prolifération des mosquées et la généralisation du recours aux référents religieux dans la vie quotidienne. Mais ces différents éléments s'apparentent plus à une orthopraxie (on se plie aux rituels) qu'à de l'orthodoxie (la croyance

rigoureuse). Cette islamisation de la vie quotidienne est accompagnée de nouveaux modes mondialisés de consommation de masse contrastant avec les pratiques d'un islam rigoriste. L'ouverture notamment dans les villes de grands centres commerciaux, nouveaux temples de la consommation mondialisée offrent des espaces de mixité totalement inédits en Algérie (Belguidoum, 2018).

Concernant le port du *hijab*, si son usage est quasi généralisé, il n'implique pas pour autant l'invisibilisation de la femme dans l'espace public. Nombreuses sont les femmes qui l'adoptent par conformité sociale plutôt que par règle religieuse et qui limitent son usage au seul foulard. Les femmes sont de plus en plus nombreuses dans l'espace public qu'elles investissent au quotidien.

Certes, l'islamisation des référents moraux est bien réelle ; le bien et le mal sont toujours rapporté à Dieu et au respect des principes coraniques. Mais dans le même temps, il y a une sorte de banalisation du fait religieux qui le fait sortir du champ politique. C'est ce qu'indique le *Hirak*.

### **Conclusion : l'an 2 du *hirak***

En une année, le *hirak* s'est profondément et durablement inscrit dans la société algérienne. Avec ses marches hebdomadaires, il s'est approprié l'espace public qu'il a réouvert au débat démocratique et a mis à nu la nature du pouvoir qui régent ce pays.

Les vendredis sont devenus des moments de créativité collective, de révolution joyeuse où se combinent dimension festive et mots d'ordre offensifs. Pancartes, banderoles, mots d'ordre, sont échangés sur les réseaux sociaux, sont actualisés chaque semaine en fonction de l'évolution de la situation politique et convergent tous vers deux grands aspects : pacifisme (incarné par le mot d'ordre de « *Silmyia* ») et détermination autour de la revendication de l'État de droit (« Etat civil et non militaire », « non aux généraux », « nous voulons l'indépendance »). L'emblème amazigh est brandi avec le drapeau national dont les manifestants se drapent pour affirmer leur algérianité, longtemps occultée par l'idéologie de l'arabisme du FLN. En scandant « nous voulons l'indépendance », mot d'ordre maintes fois répétés, notamment le 5 juillet 2019 jour de la fête nationale, la population dénonce la confiscation de l'indépendance et la collusion du pouvoir avec les multinationales. Mais plus encore, il indique que ce mouvement revendique l'émancipation de la société civile qui refuse toute tutelle.

Si le régime néo-patrimonial est condamné, il reste encore à inventer une alternative politique. Les capacités de résilience du pouvoir reposent en grande partie sur cette absence d'alternative. Sa stratégie n'est pas nouvelle. Son mode de fonctionnement est basé sur l'interchangeabilité du personnel dirigeant. L'armée après avoir repris les choses en main, transfère le pouvoir à un personnel civil chargé d'apporter des réformes de façade mais ne modifiant en rien la nature de ce système.

L'organisation par le pouvoir d'élections présidentielles, dont le taux de participation officiel est de 39% (et 35% les bulletins exprimés), atteste de la faible base sociale dont dispose encore le pouvoir. Président désigné plutôt qu'élu (les données officielles ne lui donnent que 58% des voix, ce qui correspond à 20% du corps électoral), Abdelmadjid Tebboune ne

dispose d'aucune légitimité. Il est par ailleurs symptomatique que dans son premier discours public après son élection le 12 décembre 2019, le nouveau président mette en avant comme atout de la relance économique l'exploitation du gaz de schistes dont l'Algérie possède d'énormes réserves. Outre que cette annonce répond à une injonction des multinationales, cela démontre que les fondements de ce pouvoir restent le même : la gestion de la rente apportées par les ressources énergétiques.

Un mouvement profond travaille la société de l'intérieur et débouchera forcément sur des solutions alternatives. Une reconfiguration du champ politique est en cours et le *Hirak* entre dans sa phase de maturation. La lame de fond dont il est porteur indique que l'Algérie ne sera plus comme avant.

### **Bibliographie**

Addi Lahouari, 1990, Forme néo-patrimoniale de l'Etat et secteur public en Algérie, in L. Addi, Lahouari, H. El Malki, J.C. Santucci, *Etat et développement dans le monde arabe*, pp.17-34, Editions du CNRS, Paris.

ANSEJ, Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes, 2020, Statistiques, site en ligne : <http://www.ansej.org.dz/index.php/fr/nos-statistiques> (consulté le 09/03/2020).

Beddoubia Siham, 2019, « Les syndicats autonomes en Algérie, initiateurs des luttes démocratiques ? », *Confluences Méditerranée*, vol. 111, no. 4, 2019, pp. 119-134.

Belguidoum Saïd, Mouaziz Nadjet, 2010, "L'urbain informel et les paradoxes de la ville algérienne : politiques urbaines et légitimité sociale", les territoires de l'informel, *Espace et société*, numéro 143, décembre, pp. 101-116

Belguidoum Saïd, 2018, la ville algérienne dans tous ses états : transition urbaine et nouvelles urbanités, *Revue Moyen-Orient*, n°40, octobre-décembre, pp. 62-68

Bennadji Chérif, 2011, « Algérie 2010 : l'année des mille et une émeutes », *L'Année du Maghreb*, VII | 2011, 263-269.

Catusse Myriam, 2006, Ordonner, classer, penser la société : Les pays arabes au prisme de l'économie politique. In Elizabeth Picard. *La Politique dans le monde arabe*, Armand Colin, pp.215-238

Eisenstadt Shmuel Noah, 1973, *Traditional Patrimonialism and Modern Neo Patrimonialism*, London, Sage Publications Ltd.

Hachemaoui Mohammed, 2012, Institutions autoritaires et corruption politique. L'Algérie et le Maroc en perspective comparée, *Revue internationale de politique comparée*, 2012/2 (Vol. 19), pp. 141-164, Paris.

Médard Jean-François, 1991, L'État néo-patrimonial en Afrique noire, in J.-F. Médard (eds.), *États d'Afrique Noire : Formations, mécanismes et crises*, p.323, Karthala, Paris.

Office National des Statistiques (ONS), 2012, *Premier recensement économique-- 2011 - Résultats définitifs de la première phase*, Collections Statistiques 172/2012, Série E : Statistiques Economiques 69 – Alger

Office National des Statistiques (ONS), 2016, Enquête emploi auprès des ménages en 2014, Collections Statistiques N° 198 Série S : Statistiques Sociales – Enquête emploi auprès des ménages en 2014 - Alger

Office National des Statistiques (ONS), 2020, démographie de l'Algérie, 2020, <http://www.ons.dz/-Demographie-.html> (consulté le 09/03/2020)

Revue Moyen-Orient, 2018, *Dossier Algérie : un régime en panne, une société en éveil*, n°40, décembre

Sidi Boumedine Rachid, 2008, « L'urbanisme : une prédation méthodique », *NAQD*, vol. 25, no. 1, pp. 109-133

Souiah Farida, 2012, « Les *harraga* algériens », *Migrations Société*, vol. 143, no. 5, 2012, pp. 105-120.

UNESCO, 2018, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation, résumé sur l'égalité des genres 2018 : Tenir nos engagements en faveur de l'égalité des genres dans l'éducation*, en ligne : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000261655>